



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
des patrimoines
et de l'architecture

La protection au titre des monuments historiques

Chiffres clefs au 1^{er} janvier 2021



Bilan 2020



MONUMENT
HISTORIQUE

Au 1^{er} janvier 2021, 44 540 immeubles sont protégés au titre des monuments historiques, dont 14 235 classés et 30 305 inscrits.



Illustration de la couverture

Mareil-Marly (Yvelines), église Saint-Étienne, groupe sculpté La lapidation de saint Etienne : classement par arrêté du 22 décembre 2020

Paris (XVe) immeuble, 3 boulevard Victor : classement des façades et de toitures, des parties communes intérieures et de l'étage noble subsistant de l'ancien appartement de Pierre Patout, par arrêté du 8 juillet 2020

Composition © Marc Lévêque

Ministère de la Culture - Direction générale des patrimoines et de l'architecture – 4e trimestre 2021
ISBN 978-2-11-167076-1

TABLE DES MATIÈRES

I LA PROTECTION DES IMMEUBLES.....	5
I.1 État des lieux de la protection des immeubles.....	5
I.2 Mesures de protection d'immeubles au titre des monuments historiques prises en 2020.....	7
Mesures de classement.....	7
Mesures d'inscription.....	8
Quelques exemples d'immeubles classés en 2020.....	10
II LA PROTECTION DES OBJETS MOBILIERS.....	13
II.1 État des lieux de la protection des objets mobiliers.....	13
II.2 Mesures de protection d'objets mobiliers au titre des monuments historiques prises en 2020.....	14
Mesures de classement.....	14
Mesures d'inscription.....	16
Quelques exemples d'objets mobiliers classés en 2020.....	17

I LA PROTECTION DES IMMEUBLES

I.1 État des lieux de la protection des immeubles

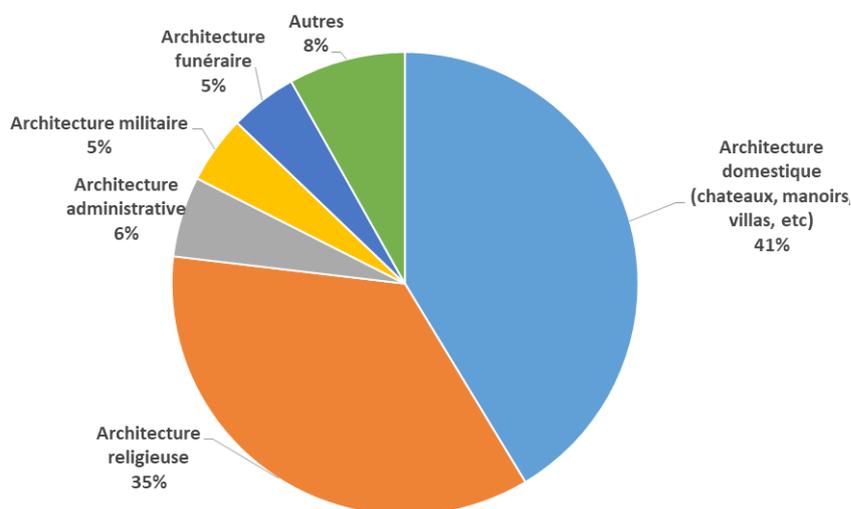
Au 1^{er} janvier 2021, 44 540 immeubles sont protégés au titre des monuments historiques, dont 14 235 classés et 30 305 inscrits .

Les deux principales périodes de protection sont :

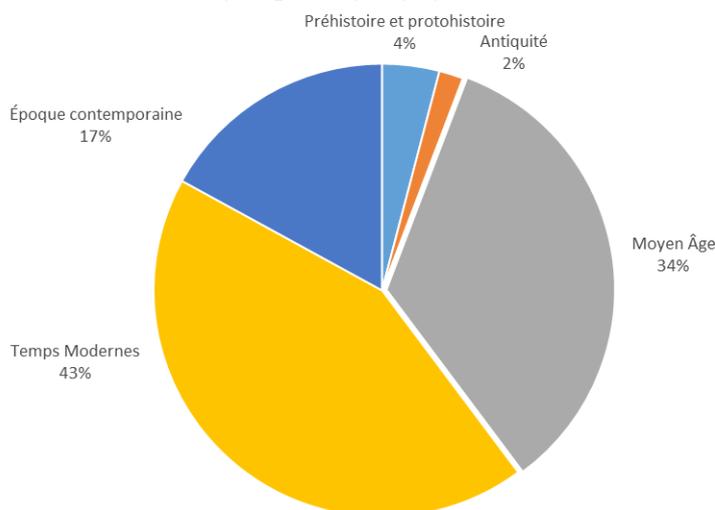
- les années 1910-1930, période de reconstruction suite à la Première Guerre mondiale ;
- les décennies 1980-2000, suite notamment à la déconcentration des décisions d'inscription, prises depuis 1985 par les préfets de région, et à l'élargissement du champ patrimonial à de nouvelles catégories d'immeubles.

Depuis le milieu des années 2000, le rythme des décisions de protection s'est stabilisé entre 200 et 300 mesures par an.

Répartition des immeubles protégés MH par type d'architecture

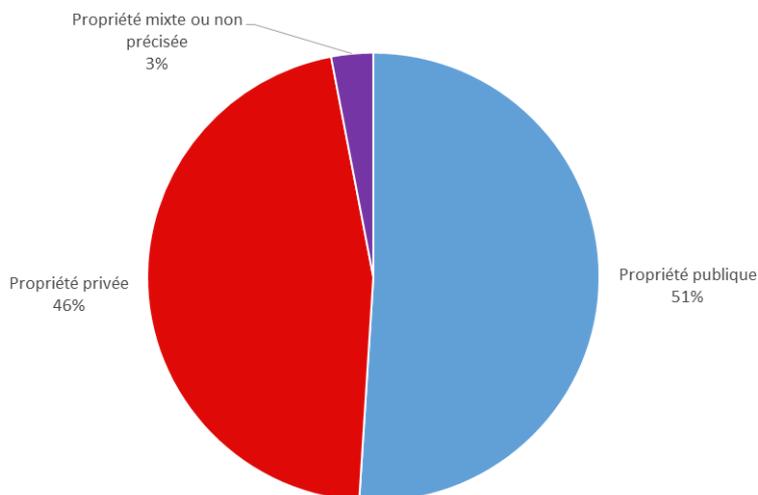


Répartition des immeubles protégés MH par époque de construction



Le patrimoine du XXe siècle représente 5,4 % du patrimoine immobilier protégé au titre des monuments historiques, soit 2 411 immeubles.

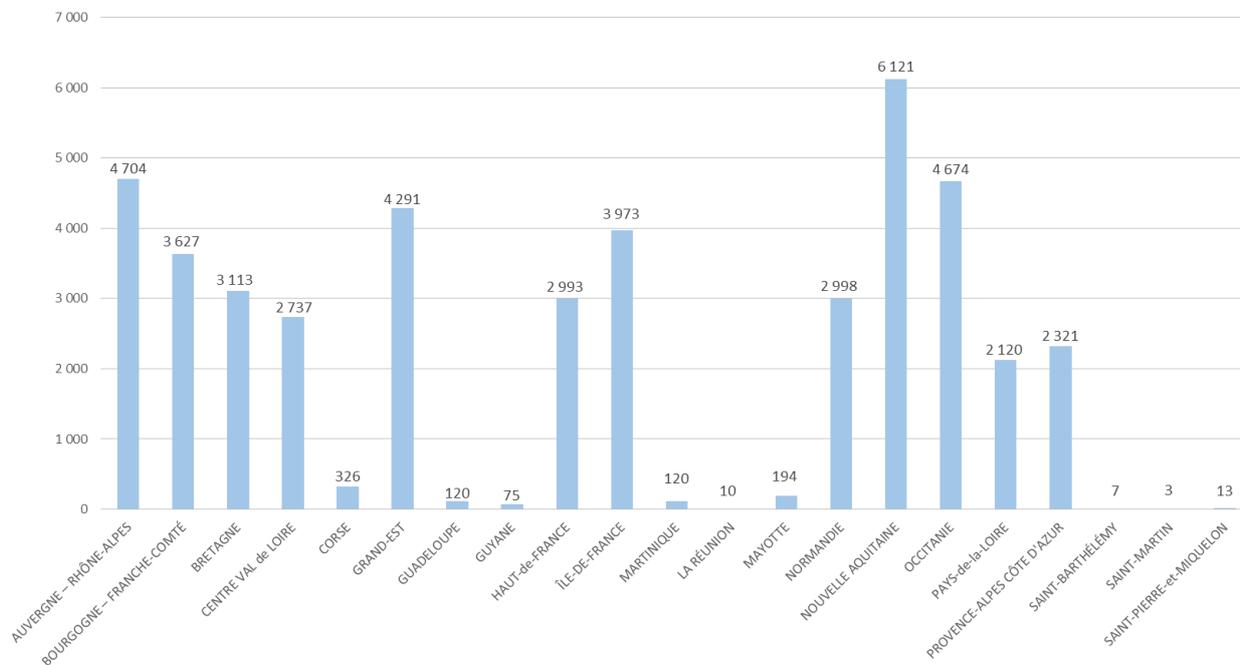
Répartition des immeubles protégés MH par type de propriété



51 % des immeubles protégés appartiennent à des propriétaires publics, dont près de 48 % aux communes et environ 3 % à l'État.

46 % des communes disposent d'au moins un immeuble protégé au titre des monuments historiques sur leur territoire. Parmi elles, 76 % sont des communes de moins de 2 000 habitants.

Répartition des immeubles protégés MH par région (classés / inscrits)



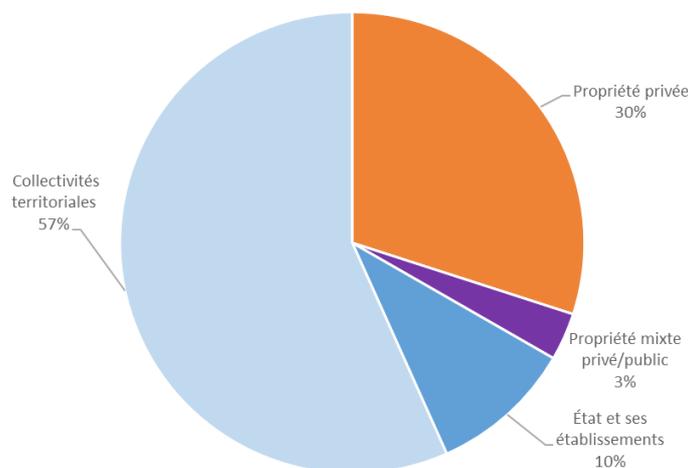
I.2 Mesures de protection d'immeubles au titre des monuments historiques prises en 2020

Mesures de classement

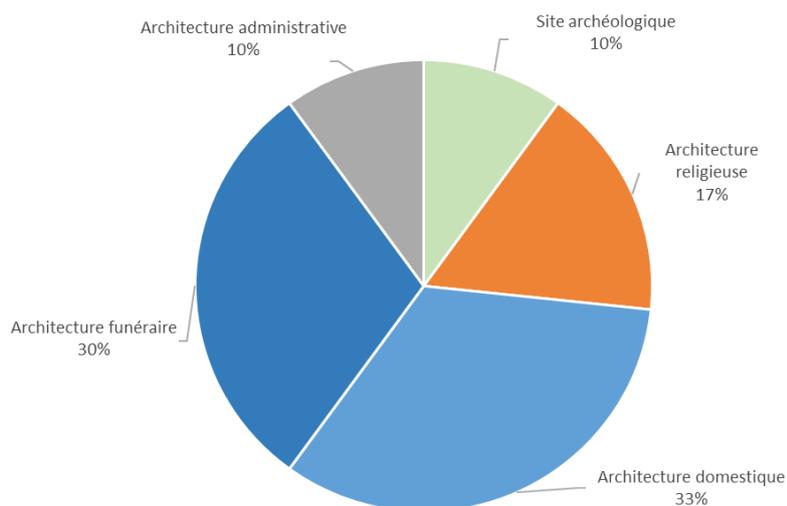
30 décisions de classement d'immeubles au titre des monuments historiques ont été prises, 20 classements concernent des propriétés publiques, dont 3 propriétés de l'État et 15 propriétés de communes. 9 classements concernent des propriétés privées, et un classement une propriété mixte (publique/privée).

Deux décisions de mise sous instance de classement ont été prises en 2020 pour l'ancienne chapelle Saint-Jacques à Bordeaux, et pour un immeuble situé 20 Grande Rue à Richelieu (Indre-et-Loire), tous deux propriétés privées.

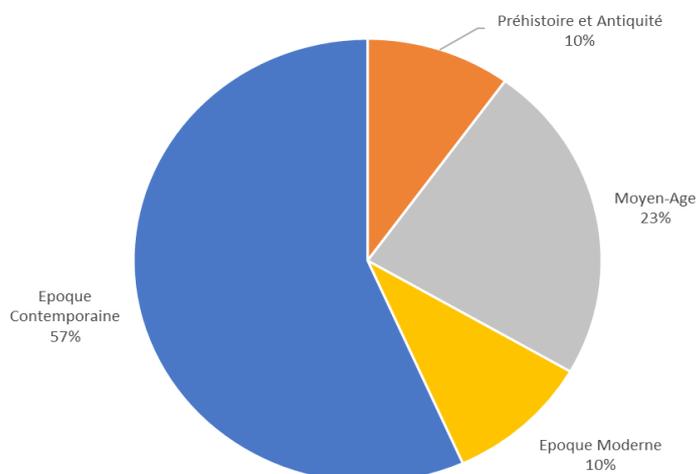
Répartition des immeubles classés MH en 2020 par type de propriété



Répartition des immeubles classés MH en 2020 par type d'architecture



Répartition des immeubles classés MH en 2020 par périodes de construction

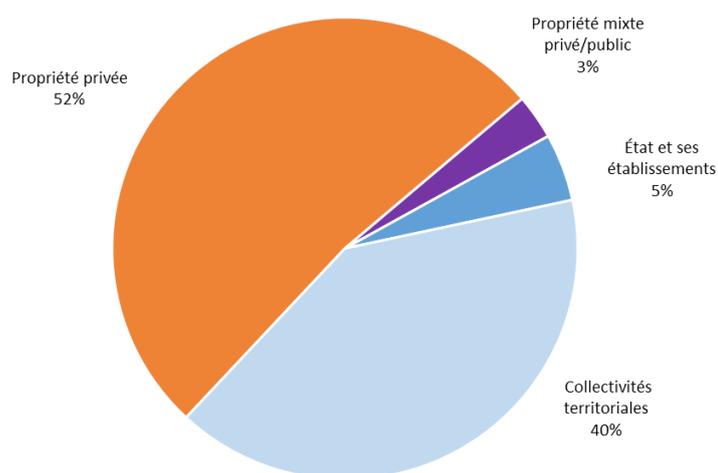


Mesures d'inscription

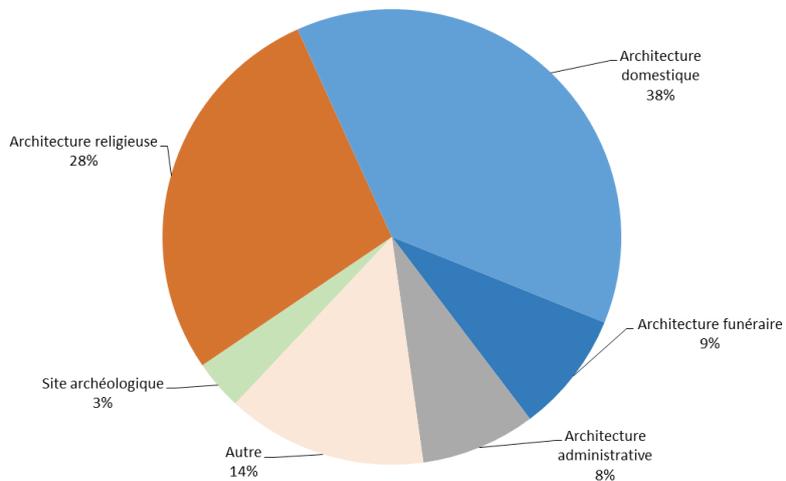
191 décisions d'inscription d'immeubles au titre des monuments historiques ont été prises. 86 inscriptions concernent des propriétés publiques (dont 9 appartenant à l'État, et 74 appartenant à des collectivités territoriales), 99 des propriétés privées et 6 des immeubles en propriété mixte.

4 mesures de radiation de l'inscription au titre des monuments historiques ont été prises, dont 3 concernant des propriétés publiques et 1 concernant une propriété privée.

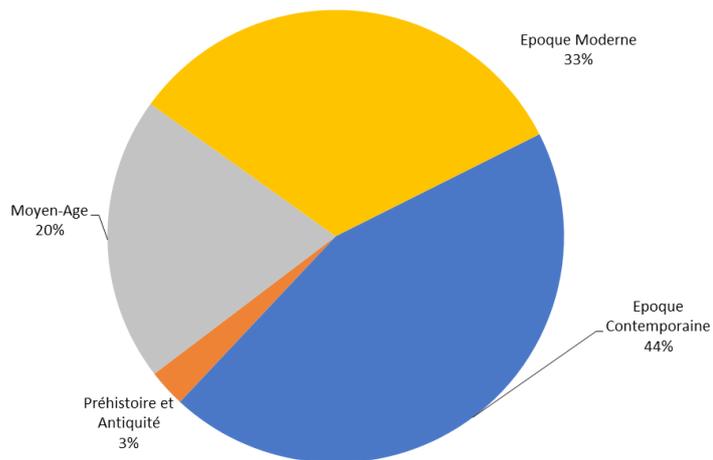
Répartition des immeubles inscrits MH en 2020 par type de propriété



Répartition des immeubles inscrits MH en 2020 par typologie d'architecture



Répartition des immeubles inscrits MH en 2020 par période de construction



Quelques exemples d'immeubles classés en 2020



Le fief de la Haule n'est attesté qu'à partir de 1391-1393.

Il subsiste le logis de la fin du XIV^e siècle, la grange reconstruite après les troubles de la Guerre de Cent ans au XV^e siècle, et deux bâtisses du XVIII^e siècle.

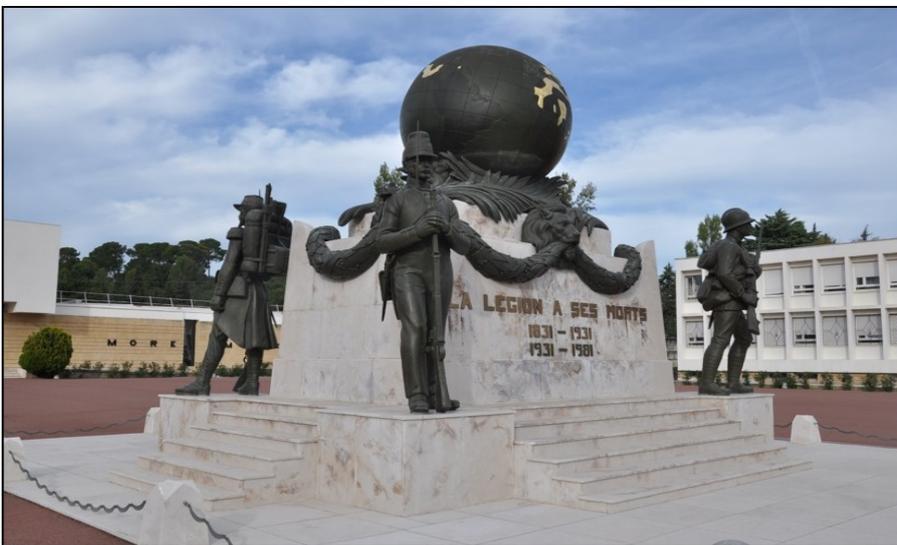
L'intérêt de cet ensemble réside dans la conservation de la charpente du logis datée par dendrochronologie des années 1360, inspirée par l'architecture britannique, et de celle de la grange dimière, datée de 1491.

Logis et grange du manoir de la Haule ou de Saint-Lô, Aclou (Eure)

Crédit photo : DRAC Normandie CRMH

Arrêté du 12 juin 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA00099288>



Le monument, inauguré en 1931, commémore le centenaire de la Légion étrangère.

Réalisé par le sculpteur Charles-Henri Pourquet, d'après les plans du dessinateur Maurice Mahut et du programme du colonel Rollet, le monument était initialement prévu pour la maison-mère de la Légion à Sidi-Bel-Abbès.

Il a été transféré à Aubagne en 1962.

Monument aux morts de la Légion étrangère, Aubagne (Bouches-du-Rhône)

Crédit photo : DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur CRMH

Arrêté du 29 juin 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA13000091>



Villa Santa Lucia et son jardin, Marseille (Bouches-du-Rhône)

Crédit photo : DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur CRMH

Arrêté du 20 juillet 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA13000078>

Acquise par la famille Mulot à la fin du XIXe siècle, la villa Santa Maria accrochée à la pente du rocher jouit d'une situation de belvédère, dominant un magnifique jardin.

L'ensemble constitue un des témoignages les plus aboutis et les mieux conservés du courant dit des « rocailleurs » qui se développe à partir du milieu du XIXe siècle.



Basilique Notre-Dame-du-Roncier, Josselin (Morbihan)

Crédit photo : DRAC Bretagne CRMH

Arrêté du 26 juin 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA00091312>

Des vestiges romans de la fin du XIIe siècle sont notamment conservés dans le chœur et la croisée du transept.

Ces parties sont voûtées au XIIIe siècle.

La partie centrale de la nef et le croisillon sud ont été édifiés au XIVe siècle.

En 1370, la chapelle seigneuriale Sainte-Marguerite est construite par le connétable Olivier de Clisson. C'est là que de nos jours se trouve son tombeau.



Pont Colbert, Dieppe (Seine-Maritime)

Crédit photo : DRAC Normandie CRMH

Arrêté du 2 octobre 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA76000109>

Le pont Colbert est un pont tournant situé sur un axe important.

Il est construit entre 1887 et 1889 par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées Paul Alexandre.

Cet ouvrage constitue un témoignage exceptionnel de l'ingénierie de la fin du XIXe siècle, et un élément emblématique du paysage portuaire de la ville, avec une dimension ethnologique liée au savoir-faire nécessaire à sa manœuvre.



La maison Girardin, dite « La Maison du pêcheur » ou « Maison à Jules », Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon)

Crédit photo : DRAC Bretagne CRMH

Arrêté du 18 février 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/PA97500015>

La maison était destinée à accueillir une famille de « petits pêcheurs » qui pratiquaient la pêche côtière d'avril à octobre.

Le village dont la maison faisait partie n'existe plus et elle est donc l'un des derniers exemples de maisons de pêcheurs sur l'archipel.

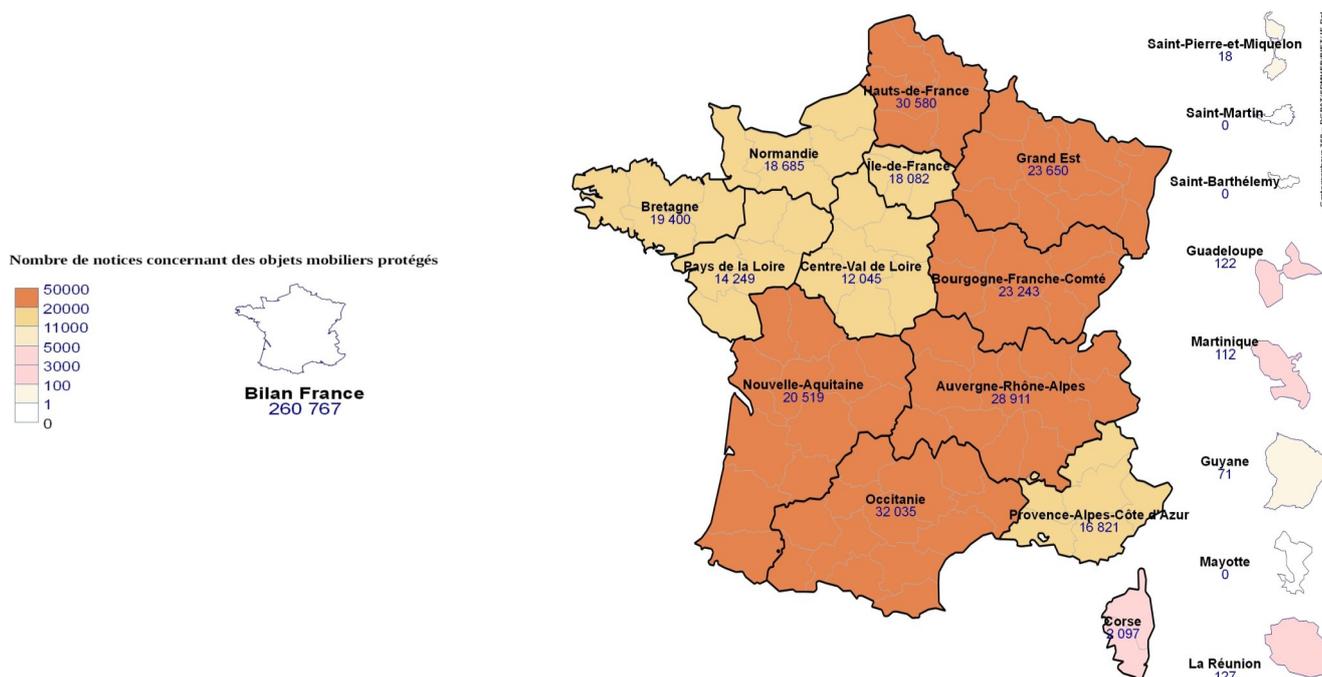
II LA PROTECTION DES OBJETS MOBILIERS

II.1 État des lieux de la protection des objets mobiliers

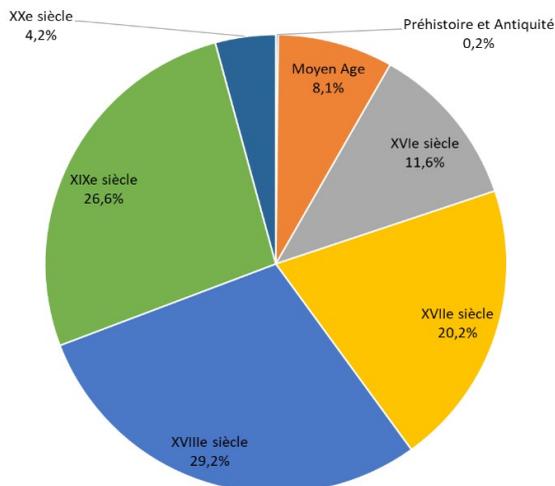
Au 1er janvier 2021, plus de 260 000 objets mobiliers sont protégés au titre des monuments historiques, dont plus de 120 000 classés (depuis 1891) et près de 140 000 inscrits (depuis 1970).

Plus de 85 % des objets mobiliers protégés appartiennent aux collectivités territoriales ou à l'État.

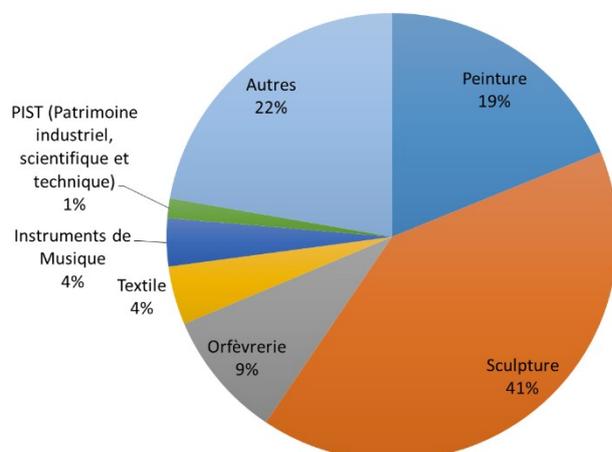
Répartition des objets mobiliers classés et inscrits par région



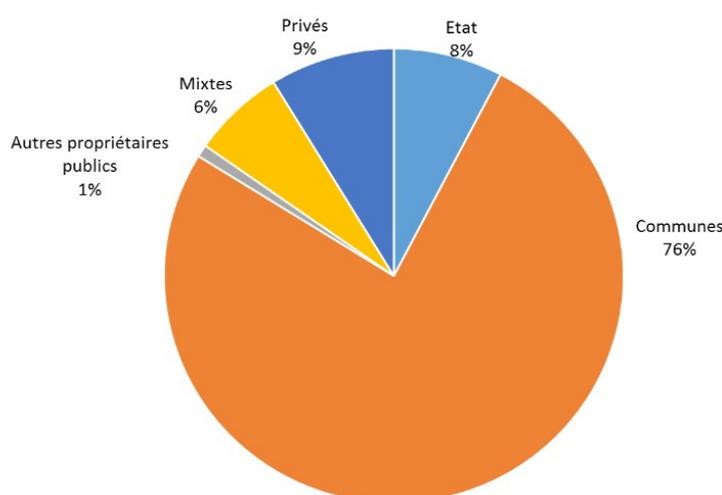
Répartition des objets classés et inscrits par périodes



Répartition des objets mobiliers classés et inscrits par typologies



Répartition des objets mobiliers classés et inscrits par propriétaires



II.2 Mesures de protection d'objets mobiliers au titre des monuments historiques prises en 2020

Mesures de classement

43 mesures de classement d'objets mobiliers au titre des monuments historiques ont été prises en 2020, concernant un total de 856 objets :

- 36 mesures de classement individualisées ont été prises portant sur 429 objets ;
- 7 mesures de classement en tant qu'ensembles historiques mobiliers, dont deux avec servitude de maintien dans les lieux, ont été prises portant sur 427 objets.

Depuis la création de cette nouvelle disposition par la loi dite « LCAP » en 2016 et son décret d'application en 2017, 12 ensembles d'objets ont été classés comme ensembles historiques mobiliers, dont 6 ont été grevés d'une servitude de maintien dans les lieux.

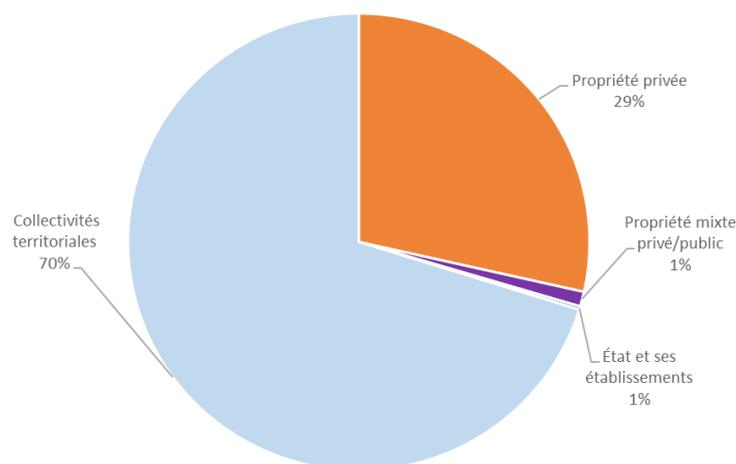
27 arrêtés de classement concernent des objets mobiliers propriétés publiques :

- 24 arrêtés concernent des objets appartenant à des communes ;
- 2 arrêtés concernent des objets appartenant à des collectivités autres qu'une commune ;
- 1 arrêté concerne des objets propriété de l'État.

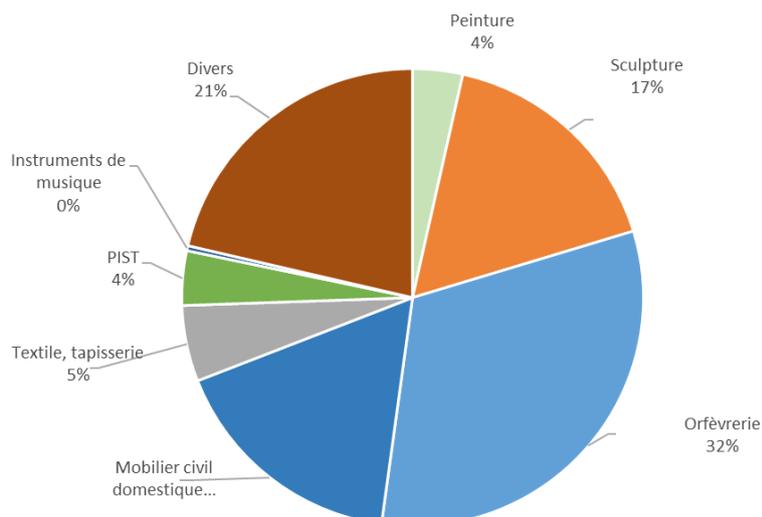
15 arrêtés de classement concernent des objets mobiliers propriétés privées.

1 arrêté de classement concerne un ensemble d'objets mobiliers en propriété mixte.

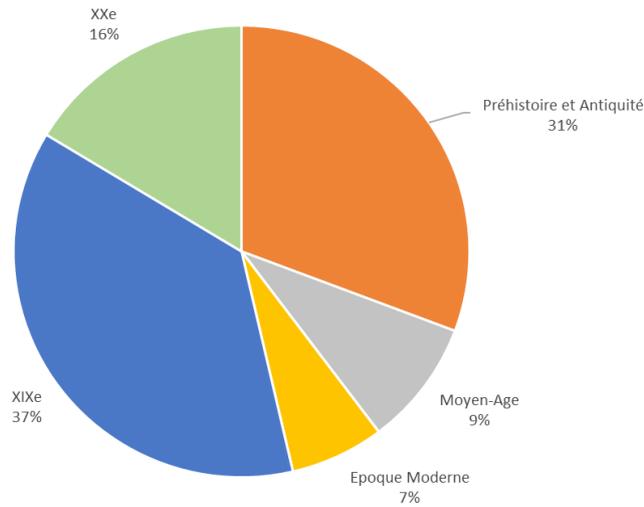
Répartition des objets mobiliers classés MH en 2020 par type de propriété



Répartition des objets mobiliers classés MH en 2020 par catégories



Répartition des objets mobiliers classés MH en 2020 par périodes



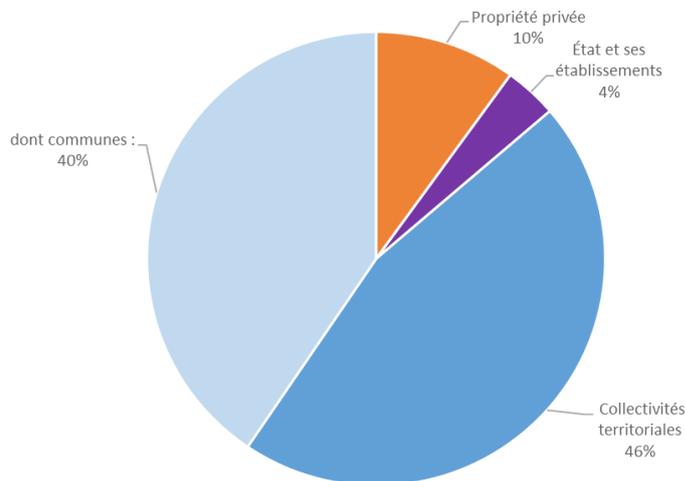
Mesures d'inscription

1366 mesures d'inscription d'objets mobiliers au titre des monuments historiques ont été prises en 2020.

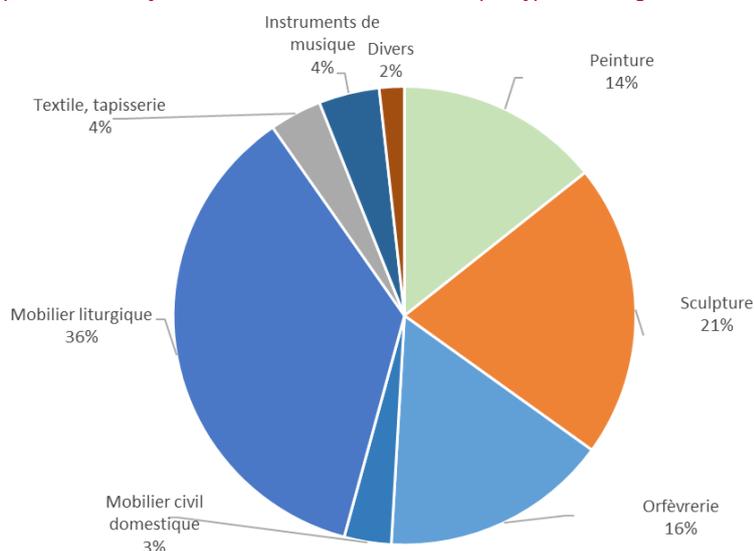
Ces mesures concernent 1 137 objets mobiliers propriétés publiques, dont 86 appartenant à l'État et 1 051 à des collectivités territoriales.

229 objets mobiliers inscrits au titre des monuments historiques en 2020 sont en mains privées.

Répartition des objets mobiliers inscrits MH en 2020 par type de propriété



Répartition des objets mobiliers inscrits MH en 2020 par type de catégorie



Quelques exemples d'objets mobiliers classés en 2020



La croix ne porte pas de poinçons, et les quelques mentions d'archives s'y rapportant ne permettent pas de retracer son histoire.

Bien qu'incomplète, la croix s'avère d'une grande qualité comme en témoignent la qualité d'exécution des motifs décoratifs.

Représentative de la production régionale, elle pourrait être l'œuvre d'un orfèvre de Riom, à la fin du XVI^e siècle.

Croix de procession, XVI^e siècle, église Saint-Martin

Crédit photo : DRAC Auvergne-Rhône-Alpes CRMH

Aubière (Puy-de-Dôme)

Arrêté du 10 mars 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM63003052>



Ancien élève de l'École polytechnique, Jean-Albert Géoire (1898-1992) a consacré sa vie à faire progresser la technologie automobile.

Cette collection comprenant 14 pièces, 12 véhicules et 2 châssis, a déjà fait l'objet d'un classement par unités le 30 août 2016.

L'arrêté du 7 juillet le classe en tant qu'ensemble.

Collection automobile de l'ingénieur Jean-Albert Grégoire Cité de l'automobile,
Mulhouse (Haut-Rhin)
Crédit photo : DRAC Grand Est CRMH
Arrêté du 7 juillet 2020 (classement comme ensemble historique mobilier)
<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM68002067>



Cet ensemble est constitué d'objets ayant appartenu à Talleyrand, au sein desquels on distingue de nombreuses décorations ou des pièces évoquant le souvenir de sa famille et de son entourage.

Sa conservation, dans son intégrité et sa cohérence, présente un intérêt public, d'autant plus essentiel qu'il est attaché au château de Valençay, acheté par Talleyrand en 1803.

Ensemble d'objets mobiliers liés à la mémoire de Talleyrand
Château de Valençay (Indre)
Crédit photo : DRAC Centre-Val-de-Loire CRMH
Arrêté du 18 juin 2020 (classement comme ensemble historique mobilier grevé d'une servitude de maintien dans les lieux)
<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM36001899>



Ces trois wagons appartiennent à l'association « Train-Thur-Doller-Alsace » qui exploite la voie ferrée historique Cernay-Sentheim.

Ils représentent trois types spécifiques et trois époques de la construction ferroviaire, de 1890 à 1947.

Trois wagons de marchandises Ancienne gare, Burnhaupt-le-Haut (Haut-Rhin)

Crédit photo : DRAC Grand Est CRMH

Arrêté du 7 juillet 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM68002111>



Dix ans après avoir lancé la production de carreaux céramique à Paray-le-Monial, Paul Charnoz présente deux mosaïques aux expositions universelles de 1899 et 1900 qui lui valent un grand succès et une médaille d'or.

Elles seront exposées dans plusieurs pays.

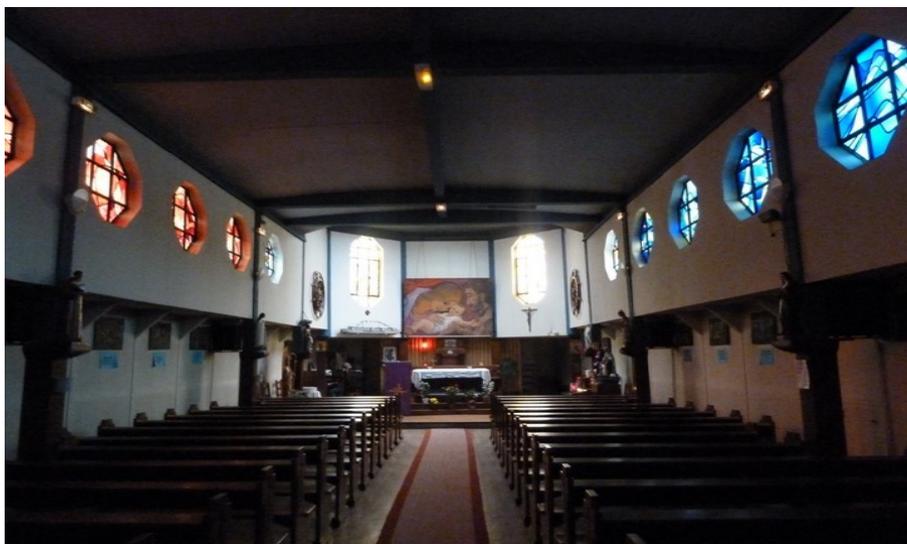
Deux mosaïques de carreaux céramique et six dessins préparatoires

Musée Paul Charnoz, Paray-le-Monial (Saône-et-Loire)

Crédit photo : DRAC Bourgogne-Franche-Comté CRMH

Arrêté du 2 juillet 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM71002106>



Ce bateau-chapelle a été réalisé à partir du chaland en béton-armé « Langemarck », construit en 1919.

Il est racheté par « l'Entraide sociale batelière », œuvre fondée par l'abbé Bellanger (1898-1976) pour en faire un établissement flottant.

Le chaland réaménagé, rebaptisé « Je sers », est inauguré le 11 novembre 1936.

Bateau-chapelle « Je sers » Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines)

Crédit photo : DRAC Île-de-France CRMH

Arrêté du 22 juillet 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM78002287>



Le bâtiment de la préfecture de Saint-Denis, construit à partir de 1728, est initialement la propriété de la Compagnie des Indes.

La commode secrétaire, en teck, date de la seconde moitié du XVIIIe siècle et provient d'Inde ou d'Indonésie.

Les deux banquettes, en palissandre et rotin, fabriqués en Inde, datent des années 1840-1850.

Une commode secrétaire et deux banquettes à deux dossiers

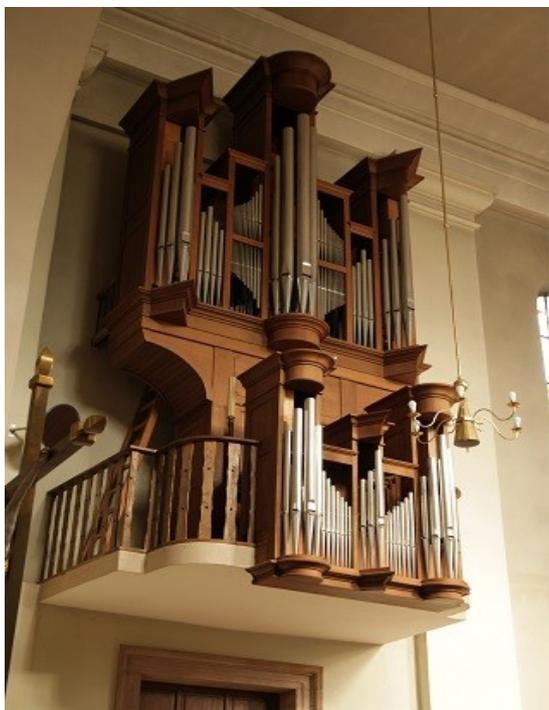
Préfecture, Saint-Denis (La Réunion)

Crédit photo : CAO La Réunion

Arrêté du 7 juillet 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM97400115>

Les orgues de tribune et de chœur de l'église Saint-Martin de Masevaux (Haut-Rhin) ont fait l'objet d'une mesure de classement simultanée.



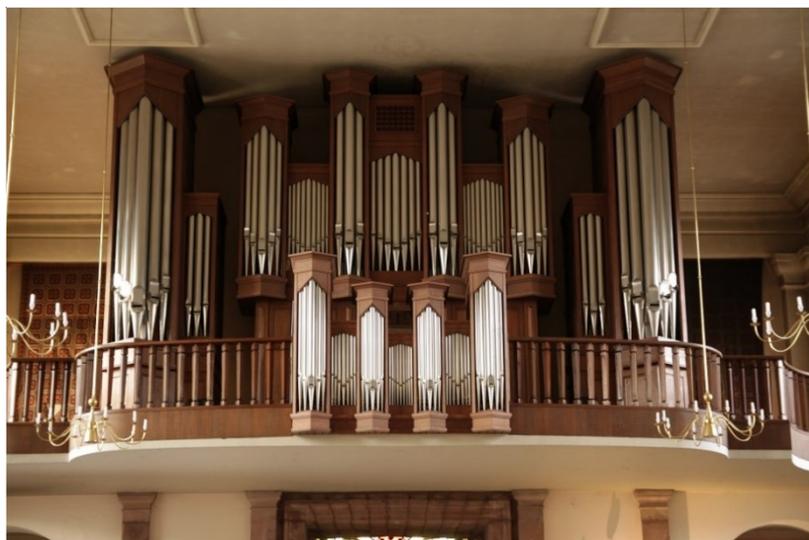
L'orgue de chœur, réalisé en 1973 par le facteur Curt Schwenkedel, très représentatif de l'orgue néo-baroque en France, est aussi d'une grande homogénéité stylistique et n'a subi aucune modification sur le plan de son harmonie, ce qui est à souligner concernant la production des orgues neufs de Curt Schwenkedel.

*Orgue de chœur, église Saint-Martin
Masevaux (Haut-Rhin)*

Crédit photo : DRAC Grand Est CRMH

Arrêté du 25 mai 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM68002104>



L'orgue de tribune, réalisé en 1976 par le facteur Alfred Kern, est un instrument de synthèse entre un orgue néo-baroque et l'héritage du facteur Callinet.

Il s'agit d'une réalisation complète, aboutie et intacte de ce facteur important du XXe siècle, dont aucun instrument n'était encore protégé au titre des monuments historiques.

*Orgue de tribune, église Saint-Martin
Masevaux (Haut-Rhin)*

Crédit photo : DRAC Grand Est CRMH

Arrêté du 25 mai 2020

<https://www.pop.culture.gouv.fr/notice/palissy/PM68002107>

Ministère de la Culture / Direction générale des patrimoines et de l'architecture

Service du patrimoine

Sous-direction des monuments historiques et des sites patrimoniaux

Bureau de la protection des monuments historiques

Édition achevée le 15 septembre 2021

Directeur de la publication : Le sous-directeur des monuments historiques et des sites patrimoniaux

Dépôt légal 4e trimestre 2021 – ISBN 978-2-11-167076-1